



Cinquième session

Point 21 de l'ordre du jour, question b)

## ANCIENNES COLONIES ITALIENNES

## RAPPORTS DES PUISSANCES ADMINISTRANTES DE LA LIBYE

Lettre adressée au Secrétaire général le 6 septembre 1950 par le  
représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations Unies pour  
lui communiquer le rapport sur l'administration britannique de la  
Cyrénaïque et de la Tripolitaine.

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres de l'Assemblée générale l'annexe mentionnée dans la dernière phrase du paragraphe 26 du "Rapport sur l'administration britannique de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine", annexe que le représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations Unies a communiquée au Secrétaire général par lettre du 6 septembre.

RECEIVED

OCT 7 1950

UNITED NATIONS  
ARCHIVES

ANNEXE A

Tripoli, le 15 mai 1950

Création du Conseil administratif

1. L'Administrateur en chef a approuvé aujourd'hui la création du Conseil administratif de Tripolitaine, constitué dans l'esprit de la résolution des Nations Unies. Le Conseil administratif se composera des titulaires des fonctions de secrétaire principal, conseiller juridique et contrôleur des finances et de la comptabilité, lesquels seront membres d'office du Conseil administratif, et des personnes que l'Administrateur en chef pourra nommer de temps à autre. Chaque fois que l'Administrateur en chef désire avoir à quelque occasion que ce soit, l'avis d'habitants de la Tripolitaine au sujet d'affaires relatives à la Tripolitaine, il peut convoquer spécialement pour cette occasion, quiconque il estime pouvoir utilement donner cet avis. Ni les membres d'office ni les conseillers qu'il peut inviter à cette occasion n'ont le droit de vote au Conseil. Le nombre de conseillers ne dépassera pas quatorze; il ne pourra être augmenté que lorsque le Conseil aura exprimé son sentiment à ce sujet. Le mandat de chacun des membres du Conseil administratif prend fin au bout de la période spécifiée dans l'instrument de sa nomination, ou à la fin d'un délai de six mois à compter de la date de sa nomination, si aucune date n'est spécifiée. L'Administrateur en chef peut révoquer ou suspendre tout membre du Conseil après avoir exposé au Conseil les motifs de la mesure qu'il envisage de prendre et après avoir pris son avis. Le nom de ceux qui seront nommés membres du Conseil administratif sera publié dans Tripolitania Gazette.

2. a) Avant de prendre place au Conseil, chacun des membres du Conseil administratif est tenu de prêter serment ou de déclarer solennellement qu'étant nommé membre du Conseil administratif, il donnera sans restriction, en toute conscience et chaque fois qu'il en sera requis, ses conseils et son avis à l'Administrateur en chef pour la bonne marche des affaires de la Tripolitaine, et qu'il ne révélera ni directement ni indirectement les questions que pourra débattre le Conseil et sur lesquelles on lui aura demandé le secret.

b) L'Administrateur en chef peut assister à toute séance du Conseil administratif et en assumer la présidence. Avec l'approbation de l'Administrateur en chef, le Conseil élira vice-président l'un de ses membres libyens;

le vice-président préside toutes les séances auxquelles l'Administrateur en chef n'assiste pas. Le mandat de la personne ainsi élue est de trois mois; à la fin de cette période, le Conseil procède à une nouvelle élection, étant entendu que le Conseil peut, avec l'approbation de l'Administrateur en chef, révoquer à tout moment la personne élue vice-président et élire à sa place un autre membre.

c) Le Conseil administratif ne peut procéder à l'expédition des affaires que s'il est dûment convoqué par l'Administrateur en chef ou, sous réserve de son approbation, par la personne qui exerce les fonctions de président en son absence, et si la majorité des membres nommés (sans compter l'Administrateur en chef et le membre qui assume la présidence) soit présente et assiste à toutes les séances consacrées à l'expédition de ces affaires. Outre les séances que convoquera régulièrement ou que proposera l'Administrateur en chef, tout membre du Conseil peut demander la convocation d'une séance spéciale. Toute demande de cette nature sera examinée si elle a l'appui d'au moins un tiers des membres (à l'exception des membres d'office).

d) Il est régulièrement dressé procès-verbal de tous les débats de Conseil administratif; à chaque séance, le Conseil approuve, en le rectifiant le cas échéant, le procès-verbal de la séance précédente avant de passer à l'examen de toute autre question.

e) Dans l'exercice des fonctions et des pouvoirs qui lui sont conférés en ce qui concerne les affaires administratives intérieures, l'Administrateur en chef consulte le Conseil administratif dans tous les cas, sauf ceux qui, à son avis, sont de nature telle que l'administration subirait un préjudice matériel s'il consultait le Conseil, ou lorsque les décisions à prendre sont trop peu importantes pour exiger l'avis du Conseil, ou trop urgentes pour que le Conseil puisse donner son avis dans le délai dont l'Administrateur en chef dispose pour prendre une décision.

Dans tous les cas urgents, il communique aussitôt que possible au Conseil administratif les mesures qu'il a ainsi adoptées, en y joignant un exposé des motifs. Le Conseil n'adopte pas de résolutions au sujet de questions relatives au développement constitutionnel du pays,

f) L'ordre du jour de chacune des séances du Conseil administratif est approuvé par l'Administrateur en chef. Tout membre aura le droit de proposer des questions à inscrire à l'ordre du jour, et l'Administrateur en chef tiendra dûment compte de l'opinion des conseillers sur les questions qu'ils désirent voir inscrire à l'ordre du jour. Si l'Administrateur en chef refuse de soumettre une question au Conseil administratif alors qu'un membre lui demande par écrit de le faire, ce membre a le droit de demander que sa requête écrite soit consignée au procès-verbal, ainsi que la réponse de l'Administrateur en chef.

g) L'Administrateur en chef tient en tout temps dûment compte de l'avis que lui donnent les membres du Conseil administratif, bien qu'il puisse agir contrairement à cet avis; mais dans ce cas, il expose en détail au Conseil administratif les motifs et les raisons de son action. Dans chacun de ces cas, tout membre du Conseil peut demander que soient consignés au procès-verbal les avis ou opinions qu'il pourrait exposer sur la question.

-----